MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

FINANCES PUBLIQUES : LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE SERIE DE REFORMES POUR RETABLIR LA TRAJECTOIRE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE DE PRAGUE

Mai 2023

Résumé : Afin d'enrayer une dynamique d´endettement sans précédent depuis 1993, et pour rétablir la soutenabilité des finances publiques menacées par un déficit structurel supérieur à 2%, le Premier ministre Petr Fiala a présenté une série de mesures de consolidation budgétaire (paquet « Tchéquie en forme »), ainsi que les contours de la réforme des retraites à venir. Ce plan, qui sera mis en œuvre à compter du 1er janvier 2024, se traduira par un effort budgétaire total de 147,5 Md CZK (6,18 Md EUR, soit environ 2 points de PIB) à horizon 2025 (dont 62 Md CZK dès 2024), permettant d'abaisser le déficit public de 3,5% du PIB en 2023 à 1,2% en 2025. Comprenant à la fois des baisses de dépenses (fonctionnement et masse salariale de l´Etat, suppression de subventions aux entreprises), et de nouvelles recettes (hausse de l´IS de 19% à 21%, hausse des droits d´accise et de la fiscalité foncière, suppression d'exonérations fiscales, réforme de la TVA), les mesures s'efforcent de limiter l'impact sur les ménages les plus vulnérables. La réforme des retraites, dont les paramètres seront discutés ultérieurement avec les partenaires sociaux, prévoit un durcissement des conditions pour les départs anticipés, une révision des règles d´indexation des pensions et la prise en compte de l´espérance de vie pour la détermination de l'âge de départ, couplée à des incitations pour le travail de seniors et pour stimuler l'épargne retraite volontaire.

1/ La dégradation structurelle des finances publiques contraint le gouvernement à ajuster son programme

Alors qu'elle s'établissait à environ 30% du PIB fin 2019, la dette publique atteignait 44,1% fin 2022(à 124,3 Md€) soit une hausse de 2,1 pp en 2022, après une hausse de 4,4 pp en 2021. Sur la période récente, la dette tchèque est restée dynamique et figure parmi celles qui ont le plus augmenté dans l´UE1. La Commission prévoit une poursuite de la hausse de l'endettement au cours des prochaine années (45% en 2026). Le déficit public atteignait 200 Mds CZK (8,38 Md EUR) pour les quatre premiers mois de l'année 2023 soit deux tiers du déficit total annuel prévu pour 2023 (295 Md CZK). Alors que la balance primaire est déficitaire (-2,5% du PIB en 2022), le déficit structurel est estimé par la Commission à -2,8% en 2022, et -2,2% à moyen-terme (2026). Pour assainir les fondamentaux des finances publiques, le Conseil économique du

[1] La Tchéquie est le seul pays de l´UE ayant enregistré une hausse de son ratio de dette publique au T3 2022 et l´un des quatre au T4 2022 selon Eurostat.

gouvernement (NERV) avait proposé une série de mesures en dépenses et en recettes, propositions sur la base desquelles la coalition de gouvernement a adopté le paquet de mesures annoncé par le Premier ministre le 11 mai.

2/ Les mesures, qui entreront en vigueur progressivement en 2024 et 2025, représentent un effort budgétaire total d'environ 6,4 Md€ (2 pp de PIB), permettant de réduire le déficit public de 3,5 % du PIB en 2023 à 1,8 % en 2024 (contre 2,9% hors mesures) puis 1,2 % en 2025 (contre 2,4% hors mesures).

Le plan représente un effort budgétaire de 94,1 Md CZK (4 Md€) dès 2024, permettant de ramener le déficit public prévu de -2,9% à -1,8%. Certaines mesures entrant en vigueur progressivement, un ajustement supplémentaire de 53,4 Md CZK (2,3 Md€) est attendu en 2025, permettant de ramener le déficit à -1,2%. L'ajustement total en 2025 par rapport au tendanciel serait ainsi d'environ 150 Md CZK (6,4 Md€, soit environ 2 points de PIB).

Du côté des dépenses (53% de l'effort, soit 78,3 Md CZK (3,3 Md €) de mesures nouvelles à horizon 2025), il s'agit majoritairement de baisses ou suppressions de subventions aux entreprises (54,4 Md CZK). Par ailleurs sont prévues des coupes dans les budgets de fonctionnement des ministères (11,2 Md CZK) à l´exception de la Défense (hausse du budget de 14,2% pour atteindre les 2% du PIB), une baisse de la masse salariale publique (9,7 Md CZK) et quelques autres mesures (3 Md CZK). Le Premier ministre a indiqué que la « spending review » s´accompagnerait d´une amélioration de la qualité et de l'efficience des dépenses publiques et de l´administration publique.

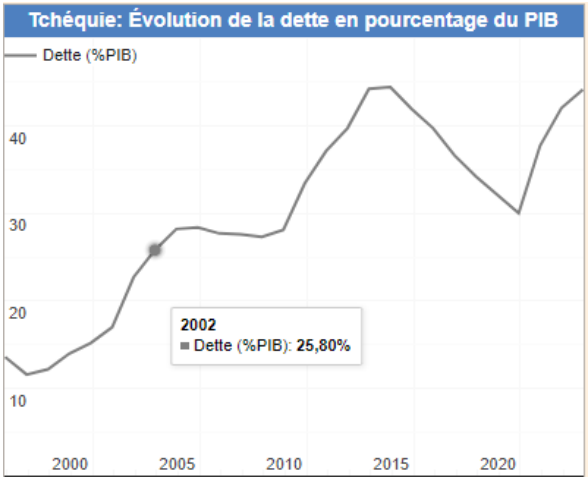
Du côté des recettes (47% de l'effort, soit 69,2 Md CZK (3 Md€) de mesures nouvelles à horizon 2025), sont prévues une hausse de l'impôt sur les sociétés à partir de 2025, passant de 19% à 21% (22 Md CZK), l´introduction dès 2024 d´une nouvelle cotisation maladie de 0,6% du salaire brut pour les employés (13 Md CZK), une hausse de la fiscalité foncière dès 2024 (9,3 Md CZK), une hausse des cotisations sociales des entrepreneurs individuels (7,5 Md CZK), la suppression de diverses exonérations fiscales et crédits d'impôts (22 dispositifs supprimés : 7,6 Md CZK), une hausse des impôts sur les « vices » (tabac, bière, boissons alcoolisées, jeux : 11 Md CZK). Une réforme de la TVA est également prévue avec le remplacement des trois taux actuels (21 %, 15 % et 10 %) par deux taux (21% et 12%), ce qui se traduira par une baisse de recettes de TVA (-4,1 Md CZK) en raison de la baisse à 12% du taux applicable aux produits alimentaires.

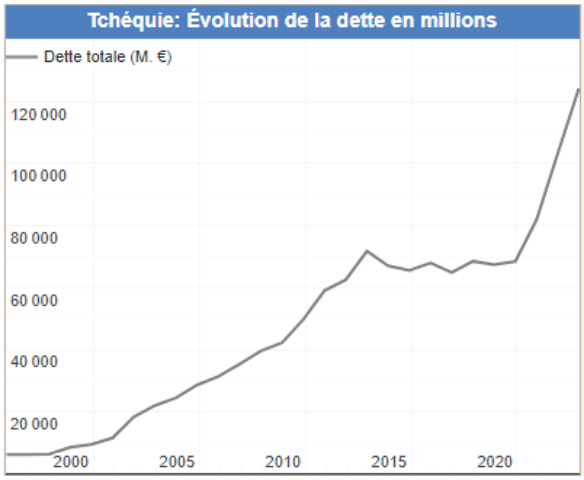
3/ Un plan globalement soutenu par les économistes et milieux d'affaires

Les économistes saluent pour la plupart l'ambition du plan et le sens des responsabilités dont fait preuve la coalition gouvernementale, et l´invitent à mettre en œuvre rapidement ces annonces. Le Conseil budgétaire du gouvernement estime que ce plan répond au défi de la soutenabilité

budgétaire et qu'il ne devrait pas menacer la reprise de l'économie attendue en 2024. Certains critiquent la hausse des impôts directs et appellent à un allégement plus marqué de la bureaucratie, des dépenses de l'administration et des exonérations fiscales. Les représentants des entreprises, catégorie qui apparaît la plus impactée (hausse de l'IS et suppressions de subventions aux entreprises représentent environ la moitié de l'ajustement) ont exprimé des critiques relativement mesurées à ce stade (le secteur agricole et agro-alimentaire étant le plus vocal), mais certaines mesures n'ont pas encore été précisées (notamment en ce qui concerne les subventions aux entreprises supprimées). Ils reprochent par contre l´absence de concertation, l'absence de mesures favorables à la croissance et à l'efficacité de l'Etat et des politiques publiques ; certaines fédérations craignent l´impact sur la compétitivité des entreprises (la hausse de l´IS de 2 points est contestée par la Confédération de l'industrie, ainsi que la suppression des avantages en nature pour les salariés). Les syndicats quant à eux jugent le plan antisocial, injuste et rejettent notamment la suppression des crédits d´impôt, jugée contraire à une politique pro-familiale. A l'appui des syndicats, l'opposition (parti ANO d'Andrej Babis, partis de gauche et d'extrême-droite) dénonce les conséquences sur la situation des employés, des familles, des retraités, des malades (médicaments plus chers) et des entrepreneurs individuels, accusant le gouvernement de ponctionner les couches de population les plus modestes. Cependant l´opposition est prête à soutenir certaines propositions telles que la hausse de la fiscalité indirecte sur les « vices ».

Annexe 1 : Evolution de la dette publique (1995-2023)





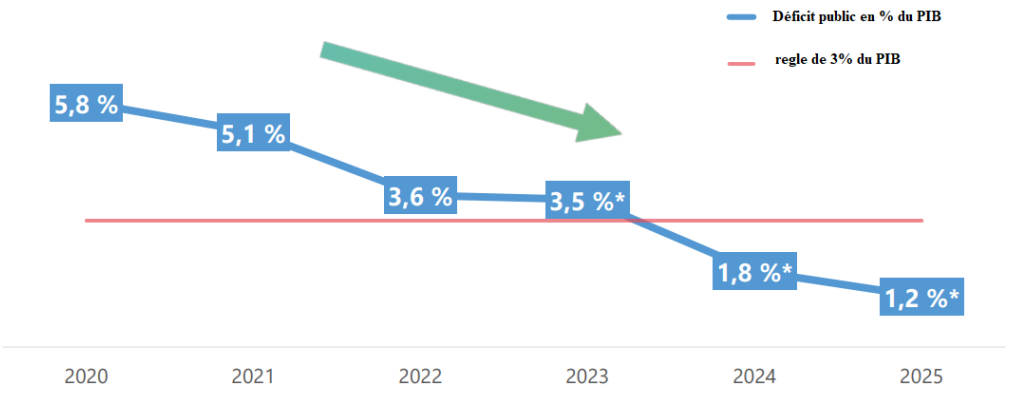
Source : Eurostat

Annexe 2 : Impact budgétaire annuel des mesures nouvelles du plan annoncé le 11 mai 2023 (en Mds CZK)

	2024	2025	TOTAL
Baisses de dépenses	62,4	15,9	78,3
Hausses de recettes	31,7	37,5	69,2
TOTAL	94,1	53,4	147,5

Source : ministère des Finances

Réduction du déficit : premières estimations du ministère des Finances



Annexe 3 : principales mesures du plan d´austérité

https://www.mfcr.cz/cs/aktualne/tiskove-zpravy/2023/vlada-predstavila-ozdravny-balicek-za-be-51211

1.) FISCALITÉ

- Hausse de l´impôt sur les bénéfices des sociétés de 2 poits, de 19% à 22% à partir de 2025 (+22 Md CZK par an) ;
- Renforcement de la progressivité de l´impôt sur le revenu des personnes physiques (baisse du seuil pour l'assujetissement à l´impôt solidaire de 23%, désormais applicable aux revenus dépassant 3 fois le salaire moyen contre 4 fois auparavant (+2,7 Md CZK par an) ;
- Hausse progressive des cotisations sociales des entrepreneurs individuels (+7,5 Mds CZK entre 2024 et 2025) : l´assiette devrait augmenter de 25 à 40% du salaire moyen ;
- Introduction d´un nouveau prélèvement mensuel pour les employés - nouvelle cotisation de maladie de 0,6% du salaire brut des employés (+13 Md CZK), le prélèvement mensuel de l´employeur restant à 2,1% ;
- Application des cotisations salariales aux contrats de prestation ponctuelle de service (+2 Md CZK) ;
- Hausse de l´impôt foncier (doublement) (+9 Md CZK) et introduction de l´indexation automatique en fonction de l´inflation ;
- Consolidation des deux taux réduits de TVA de 15 et 10% en un seul de 12%. Le taux normal actuel de 21% reste inchangé ;
- Augmentation des droits d´accise sur le tabac (+15% par an entre 2024-2027, soit 5,9 Mds CZK), les spiritueux (+10% en 2024, puis +5% par an entre 2025-2027, rapportant 1,1 Mds CZK) et la bière (+1,5 Md CZK). Le niveau de taxation du vin sera maintenu au niveau actuel (+10,9 Md CZK) ;
- Hausse de la taxe sur les jeux de hasard (+7% de 23 à 30%, soit +3,9 Mds CZK) ;
- Suppression de 22 exonérations fiscales et crédits impôt (+7,6 Md CZK) : frais de conjoint à charge trois ans après la naissance de l´enfant ; les frais de placement des enfants dans un établissement préscolaire ; revenus des étudiants qui travaillent ; cotisations syndicales ; avantages en nature accordés par l´employeur ; dépenses de formation continue et frais d'examens ; exonération pour les indemnités d´expropriation et les indemnités de départ aux mineurs ; réduction du plafond d'exonération des revenus des tombolas et des jeux de hasard, limitation des déductions d´amortissement fiscal à 2 M CZK pour l'achat de voitures par les entreprises, déductibilité fiscale de l'alcool comme cadeau de représentation ; régime fiscal spécial pour le salaire du président de la République, l'allègement fiscal pour le gazole et l'exonération du droit d'accise sur le carburant d'aviation pour les vols intérieurs ;
- Hausse des frais d´extraction minière (+3% pour le charbon, +2% pour les matériaux de construction, +1% pour les autres minéraux) ;
- Réduction de 50% de la contribution de l´Etat à l´épargne-logement (+55 Mds CZK en deux ans) ;
- Conditions plus sévères pour l´ouverture des droits aux allocations de chômage.

2.) ADMINISTRATION PUBLIQUE

- Réduction des dépenses de fonctionnement de 5% par ministère ;
- Coupes salariales de 2% des fonctionnaires (+20 Mds CZK) ;
- Coupes de 1% du volume des moyens dépensés pour les avantages en nature ;
- Suppression de 77 bureaux des impôts dans les régions ;
- Ajustement du financement national des projets UE (hausse du co-financement par le bénéficiaire final) ;
- Recours plus fréquent au modèle PPP ;
- Optimisation du nombre de fonctionnaires (sur un total de 880 000 fonctionnaires, plus de 464 000 sont payés par le budget d´Etat) et regroupement des agendas dans le but d´accroitre l´efficacité de l´administration publique– analyse prévue pour 2024 ;
- Intégration du recouvrement des créances afférentes aux taxes au sein de l´Administration des douanes.

3.) TRANSPORT

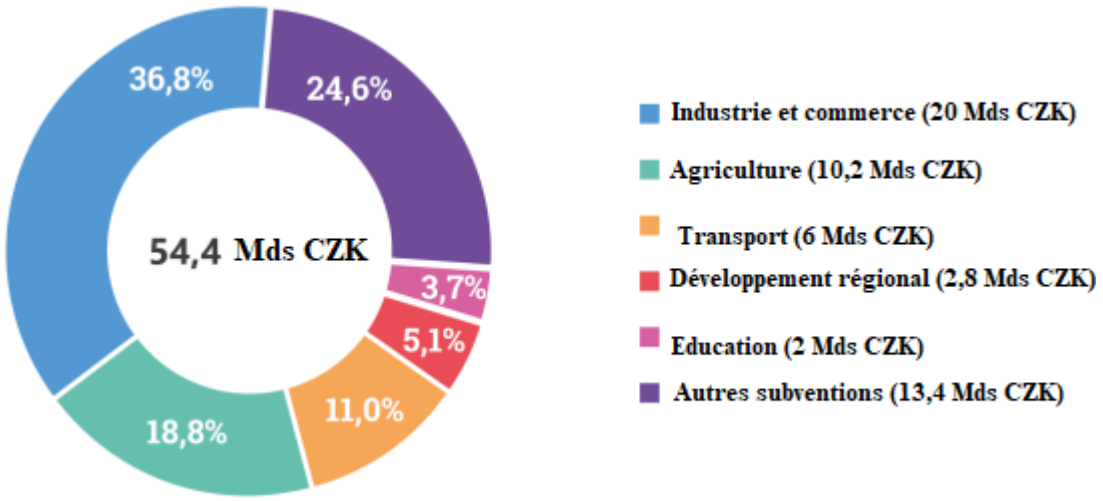
- Hausse du prix de la vignette autoroutière de 35% de 1 500 à 2 300 CZK
- Diminution des réductions sur le transport public pour les étudiants et les retraités, actuellement à 50%.

4.) AUTRES

- Suppression des subventions aux entreprises dont filière industrie -20 Mds, agriculture -10,2 Mds, transport -6 Mds, développement régional -3 Mds, éducation -2 Mds, autres -13,4 Mds

(les modifications concernant le système de retraite feront l´objet d´une note séparée)

Annexe 4 : Réduction des subventions nationales 2024-2025 par secteur



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : **Service économique de Prague**
Rédacteurs : **SE de Prague**

Pour s'abonner : **julie.muro@dgtresor.gouv.fr**